

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 24 novembre 2014

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité Administrative - Bâtiment 1 - Porte B
84000 AVIGNON

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.33. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

P2 – N° 64-428

D-0209-2014-UT84-Sub1

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Société Mäder Composites France à Sorgues.
Proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

P.J. : (1) Tableau de suivi analytique de la qualité des effluents aqueux industriels pour l'année 2013, remis à l'Inspection par courriel du 5 juin 2014.
(2) Mise à jour du tableau de suivi analytique de la qualité des effluents aqueux industriels pour l'année 2013, remis à l'Inspection par courriel du 29 octobre 2014.
(3) Tableau de suivi analytique de la qualité des effluents aqueux industriels pour l'année 2014, remis à l'Inspection par courriel des 18 et 24 novembre 2014.
(4) Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

1 – Activités et situation administrative

La société MÄDER Composites France exploite sur le territoire de la commune de Sorgues un établissement spécialisé dans la fabrication de résines utilisées dans la préparation de peintures et vernis. Pour ces activités, elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 4 juin 2008.

2 – Visite d'inspection du 03 juin 2014

L'établissement exploité par la société MÄDER Composites France a fait l'objet d'une visite d'inspection le 03 juin 2014. Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- les rejets à l'atmosphère,
- les effluents aqueux,
- la surveillance des eaux souterraines,
- GEREP,
- le suivi légionelles des tours aéroréfrigérantes,
- les garanties financières,
- l'application de la directive REACH.

À cette occasion, quatre écarts à la réglementation ont été relevés par l'Inspection des installations classées. L'exploitant nous a fait part de ses observations, compléments d'information et engagements par courriel du 25 juillet 2014.

Par transmission du 20 octobre 2014, nous vous informions que l'écart n°4 n'avait pas fait l'objet d'une réponse satisfaisante. Cet écart concerne les dispositions des articles 4.3.8 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008, relatives aux paramètres contrôlés dans le rejet des eaux industrielles et aux valeurs limites de rejet.

En effet, l'Inspection a constaté sur la base des résultats d'autosurveillance pour l'année 2013 (voir en pièce jointe n°1 du présent rapport) que :

1. Les teneurs en P et en AOX n'ont pas été contrôlées (cf. tableau article 4.3.8).
2. Les résultats des contrôles font apparaître des dépassements récurrents de la concentration limite fixée pour l'indice phénols, et des dépassements ponctuels des concentrations limites fixées pour la DCO et la DBO5 (cf. tableau article 4.3.8).

D'autre part, l'Inspection a observé que :

3. Les paramètres NTK, P, HCT, indice phénols et AOX ne sont pas contrôlés à chaque bâchée (cf. alinéa 1 de l'article 4.3.9).

En réponse aux constats de l'Inspection, l'exploitant a indiqué que :

1. La teneur en P est contrôlée chaque mois depuis 2011. La teneur en AOX est contrôlée depuis 2013 tous les trimestres, et désormais tous les mois depuis 2014.
2. En 2013, un seul dépassement en DCO a été constaté par rapport au seuil fixé par l'arrêté préfectoral, mais la valeur était tout de même inférieure au seuil fixé par la convention de déversement dans la station communale de Sorgues. De plus, le flux journalier de DCO était inférieur au flux limite fixé par l'arrêté préfectoral. S'agissant des concentrations en DBO5, aucun dépassement n'était à déplorer.
3. Il n'est techniquement pas possible d'attendre le résultat de l'analyse de l'échantillon (effectué de plus par un laboratoire externe) avant de rejeter les eaux industrielles. Ce point a été soulevé dès la première inspection en 2009 et cette anomalie dans l'arrêté préfectoral est clairement explicitée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter en cours d'instruction. MÄDER souhaite donc que cette incompatibilité technique soit prise en compte dans le prochain arrêté préfectoral.

Dans sa lettre de conclusions, l'Inspection a précisé que ses constats reposaient sur le tableau (en pièce jointe n°1) adressé par l'exploitant à l'issue de la visite d'inspection (courriel du 05 juin 2014). Les remarques de l'exploitant (points 1 et 2 ci-dessus) ne sont pas cohérentes avec les résultats présentés dans ce tableau, car :

- il n'y a pas de résultats pour les paramètres phosphore et AOX,
- les concentrations en DBO5 pour les mois de juin et juillet 2013 sont respectivement de 10 000 mg/l et 4 400 mg/l ; ces concentrations dépassent donc la valeur limite de concentration (4 000 mg/l) fixée par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008.

Par courriel du 29 octobre 2014, l'exploitant a adressé à l'Inspection une mise à jour du tableau de suivi analytique de la qualité des effluents aqueux industriels pour l'année 2013, en indiquant que :

- les résultats d'analyses des paramètres AOX et phosphore avaient été omis dans la première version du tableau transmise à l'Inspection,
- les concentrations en DBO5 pour les mois de juin et juillet 2013 étaient erronées dans la première version du tableau. Les concentrations corrigées sont conformes à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral (l'exploitant a transmis à l'Inspection les bordereaux d'analyses publiés par le laboratoire extérieur pour justifier les concentrations corrigées).

Compte tenu des derniers éléments transmis par l'exploitant, l'Inspection note que :

1. Les paramètres analysés par l'exploitant dans le rejet d'eaux industrielles sont conformes à ceux prévus par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008.
2. Les concentrations en DBO5 mesurées dans le cadre de l'autosurveillance 2013 sont toutes conformes à la valeur limite de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008.
3. La demande de l'exploitant concernant la fréquence des analyses pour les paramètres NTK, P, HCT, indice phénols et AOX sera étudiée ultérieurement. Il est à noter qu'à raison de deux bâchées d'effluents traités en moyenne par mois, les paramètres susvisés sont analysés à la fréquence d'une bâchée sur deux (contrairement à toutes les bâchées d'après les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008).

2 – Contrôle inopiné du 24 septembre 2014

En application de l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral précité, des contrôles inopinés sur les rejets liquides du site peuvent être menés, à la demande de l'Inspection des Installations Classées. Dans ce cadre, un prélèvement a été effectué le 24 septembre 2014 par le laboratoire CERECO.

Les résultats présentés dans le rapport d'analyses du laboratoire CERECO, établi le 23 octobre 2014, mettent en exergue des dépassements (en rouge dans le tableau ci-dessous) des valeurs seuils fixées par l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 :

Paramètres		VLE	Valeurs mesurées par le laboratoire CERECO	Valeurs mesurées par l'exploitant (échantillon contradictoire*)
AOX	Concentration	1 mg/L	1,2 mg/L	Non mesuré**
	Flux	0,006 kg/j	0,006 kg/j	Non mesuré
Hydrocarbures totaux (HCT)	Concentration	10 mg/L	30,3 mg/L	Non mesuré
	Flux	0,06 kg/j	0,15 kg/j	Non mesuré
Indice Phénols	Concentration	0,3 mg/L	2,37 mg/L	Non mesuré
	Flux	0,0018 kg/j	0,012 kg/j	Non mesuré

* Le prélèvement réalisé lors du contrôle inopiné est scindé en deux échantillons, dont l'un est remis à l'exploitant pour contre-analyses.

** L'exploitant n'a pas procédé aux analyses de cet échantillon contradictoire.

Les résultats du contrôle inopiné du 24 septembre 2014 confirment les dépassements systématiques observés pour l'indice phénols dans le cadre de l'autosurveillance 2013. Ils mettent également en évidence des dépassements pour les paramètres AOX et HCT, qui ne sont habituellement pas observés dans le cadre de l'autosurveillance. En l'absence d'analyses sur l'échantillon contradictoire, il est difficile de conclure sur ces dépassements.

3 – Contrôle sur pièce des résultats de l'autosurveillance 2014

La pièce jointe n°3 présente les résultats de l'autosurveillance 2014. **Ces résultats confirment les dépassements systématiques des valeurs limites (concentration et flux) fixées pour l'indice phénols.** Un dépassement de la concentration limite en DCO est également constaté pour le mois d'octobre.

D'autre part, conformément à sa convention de rejet établie avec la station communale de Sorgues, la société MÄDER Composites France réalise une surveillance des BTEX. L'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, applicable de plein droit aux activités exercées sur le site de Sorgues, fixe également des valeurs limites de concentrations pour les substances toxiques, bioaccumulables et nocives dans l'environnement, telles que les BTEX :

	VLE (mg/l)	Condition d'application des VLE
Substances visées à l'annexe V.b de l'AM du 2/2/98 (dont Benzène, Ethylbenzène, Xylènes)	1,5	Si flux > 1 g/j
Substances visées à l'annexe V.c de l'AM du 2/2/98 (dont Toluène)	4,0	Si flux > 10 g/j

Ces valeurs limites sont des valeurs limites mensuelles, les valeurs limites journalières ne devant pas dépasser 2 fois la valeur limite mensuelle pour les substances visées à l'annexe V.b et 1,5 fois la valeur limite mensuelle pour les substances visées à l'annexe V.c.

Au regard de ces dispositions ministérielles, l'Inspection observe que **les concentrations journalières cumulées de benzène, éthylbenzène et xylènes dépassent systématiquement 2 fois la valeur limite mensuelle établie par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :**

	VLE (mg/l)	Condition d'application des VLE	Flux mesurés dans les effluents MÄDER en 2014	Situation des concentrations mesurées dans les effluents de MÄDER en 2014 par rapport à la VLE
Substances visées à l'annexe V.b de l'AM du 2/2/98 (dont Benzène, Ethylbenzène, Xylènes)	1,5	Si flux > 1 g/j	16,8 g/j < F < 130 g/j	6,16 < C < 33,5 : Non conforme
Substances visées à l'annexe V.c de l'AM du 2/2/98 (dont Toluène)	4,0	Si flux > 10 g/j	0,5 g/j	VLE non applicable

4 – Conclusion et propositions

Compte tenu de ce qui précède et en application de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement, nous proposons à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre la société MÄDER Composites France en demeure de respecter **dans un délai d'un mois** les prescriptions suivantes :

- Article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 4 juin 2008 en ce qui concerne les valeurs limites en concentration et en flux établie pour l'indice phénols ;
- Article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en ce qui concerne la valeur limite fixée pour les substances visées à l'annexe V.b (dont Benzène, Ethylbenzène, Xylènes) du même arrêté.

À cet effet, un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article L.171-6 du Code de l'Environnement, une copie du présent rapport et du projet d'arrêté de mise en demeure a été adressée à l'exploitant par nos soins.

L'inspecteur de l'environnement,